



## La FAO appelle à investir dans l'agriculture des pays en développement

10 December 2010 – Il est primordial de relancer les investissements dans l'agriculture du monde en développement, non seulement pour réduire les niveaux actuels de faim dans le monde, mais aussi pour préserver les approvisionnements alimentaires futurs de la planète face aux impacts du changement climatique, a souligné cette semaine le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ([FAO](#)), Jacques Diouf, à la Conférence de Cancún sur le changement climatique.

"Il sera impossible d'atteindre la sécurité alimentaire sans miser sur des investissements importants dans l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans le secteur rural", a soutenu M. Diouf lors d'une conférence de presse.

La sécurité alimentaire et le changement climatique non seulement peuvent mais doivent être affrontés de concert, en transformant l'agriculture et en adoptant des pratiques "intelligentes" pour éliminer la faim dans le monde, a-t-il précisé.

"Par pratiques intelligentes, on entend une agriculture durable en mesure d'accroître la productivité et la résilience face aux pressions exercées par l'environnement tout en réduisant l'empreinte carbone, car on ne peut ignorer le fait que l'agriculture est elle-même un des plus importants émetteurs de CO<sub>2</sub>", a-t-il ajouté.

Le Directeur général de la FAO a souligné qu'il existait déjà tout un éventail de pratiques intelligentes qui sont appliquées dans certaines parties du monde et offrent des exemples de ce qui pourrait être mis en œuvre dans les pays en développement, comme le souligne un rapport de la FAO préparé en vue de la Conférence de Cancún.

La population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'habitants en 2050. Pour les nourrir, il faudra accroître la production agricole d'environ 70%. Or, on estime que le changement climatique aura des impacts multiples sur la productivité agricole et les revenus ruraux dans les zones déjà victimes de hauts niveaux d'insécurité alimentaire.

La foresterie et l'agroforesterie, des secteurs dont dépendent des millions de ruraux pour vivre, présentent aussi de vastes possibilités d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, d'accroissement des puits de carbone, de stabilisation des moyens d'existence ruraux et de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages, a ajouté M. Diouf.

"Le potentiel biophysique d'atténuation des forêts est estimé à environ 64 pour cent des émissions qui leur sont dues, tandis que l'agriculture serait susceptible d'atteindre un potentiel technique d'atténuation pouvant aller jusqu'à 83-90 pour cent des émissions totales du secteur", a-t-il affirmé.

M. Diouf a souligné les progrès accomplis dans le domaine de la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), une approche qui utilise les incitations offertes par le marché pour réduire l'empreinte carbone en permettant aux pays développés de compenser leurs propres émissions par des investissements dans des projets REDD dans le monde en développement.

Quant au terme "REDD+", il sert à décrire les efforts déployés pour englober dans ces crédits carbonés la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone des forêts. REDD+ pourrait engendrer des investissements estimés à 30-100 milliards de dollars par an pour les pays en développement.